

**309**  
**Perspectives de**  
**l'économie mondiale**

**309**  
**Horst Köhler :**  
**redressement en vue**

**312**  
**Point de presse de**  
**M<sup>me</sup> Krueger**

**313**  
**Rapport annuel**  
**2001 du FMI**

**314**  
**CNUCED : Rapport**  
**sur l'investissement**  
**dans le monde 2001**

**316**  
**Forum de Dakar**

**318**  
**Intégration**  
**monétaire**  
**en Asie de l'Est**

**321**  
**Études de l'IIE sur**  
**la libéralisation**

**322**  
**Kiribati : enjeux**  
**économiques**

Lire aussi . . .

**311**  
**Publications récentes**

**313**  
**Principaux taux**  
**du FMI**

**320**  
**Sur le site du FMI**

Horst Köhler a fait une déclaration le 5 octobre sur l'attitude du FMI face à l'évolution de l'économie mondiale (note d'information n° 01/98). Le texte de cette déclaration figure sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org).

*Perspectives de l'économie mondiale . . .*

## Confirmation du ralentissement de l'activité et rebond probable au premier semestre de 2002

Les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* — étude semestrielle du FMI — annoncent, comme s'y attendaient nombre d'observateurs, la poursuite de la contraction de l'activité économique dans le monde et 2,6 % de taux de croissance cette année, nettement en-deçà des projections de 3,2 % établies en mai et des 4,7 % enregistrés l'an dernier. Il faut préciser que les projections ont été établies peu avant les attentats terroristes du 11 septembre. S'adressant à la presse le 26 septembre, Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, a présenté une évaluation de l'impact économique des attentats sur la base des dernières informations disponibles, en indiquant que, même avant le 11 septembre, les projections «signalaient déjà un ralentissement général de l'activité», en raison du décalage du redressement de l'économie américaine, du



Kenneth Rogoff, Conseiller économique du FMI, présentant les Perspectives à la presse. Tamin Bayoumi (à gauche) et David Robinson (au centre), tous deux du Département des études du FMI.

fléchissement de l'activité en Europe et de la persistance du marasme économique au Japon. (voir page suivante)

*Point de presse . . .*

## M. Köhler table sur un redressement de l'économie mondiale au vu de l'évolution des fondamentaux

Les attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington rendent les perspectives économiques encore plus incertaines, a déclaré Horst Köhler, Directeur général du FMI, ajoutant que le FMI table néanmoins sur un redressement de l'économie américaine et mondiale, probablement au début de l'année prochaine, même s'il doit être plus lent et moins vigoureux qu'on ne le prévoyait il y a quelques semaines. M. Köhler s'est exprimé en ces termes lors d'un point de presse le 19 septembre, à Washington, sur les perspectives de l'économie

mondiale et l'évolution de la situation des pays membres.

L'optimisme prudent du FMI est fondé sur l'amélioration tangible des éléments fondamentaux de l'économie mondiale, les mesures

prises face à la nouvelle donne et la marge de manoeuvre qui subsiste. M. Köhler a notamment indiqué que la marge d'assouplissement des politiques monétaires et budgétaires reste importante dans la plupart des pays avancés en raison de leur situation budgétaire saine et de leur bas niveau d'inflation. Les positions extérieures se sont affermies dans presque tous les pays émergents qui maintiennent des taux de change souples (voir les *Perspectives de l'économie mondiale* ci-dessus). Bien que l'économie mondiale traverse une passe difficile, la décision de la plupart des banques centrales d'injecter de la liquidité et d'abaisser les taux d'intérêt est une preuve manifeste de l'adaptation des politiques qui aura sans doute un impact positif. Les marchés financiers ont continué à fonctionner, autre preuve de leur souplesse. M. Köhler s'est dit convaincu que tout le potentiel de gains de productivité lié aux nouvelles technologies n'a pas encore été réalisé, en Europe surtout. Outre les technologies de l'information, le monde est en passe de tirer un meilleur parti des biotechnologies et (suite page 312)



Horst Köhler, Directeur général du FMI.

(suite de la première page) Bien qu'il soit encore trop tôt pour quantifier les effets des attentats, l'étude du FMI note que ces événements auront inévitablement une incidence sur l'activité à court terme qui s'ajoute aux risques significatifs d'aggravation de la situation aux États-Unis et ailleurs. L'impact sur les projections de croissance mondiale pour 2001 sera sans doute négligeable, selon le FMI, du fait que l'évolution des

troisième et quatrième trimestres a, en règle générale, peu d'influence sur le taux de croissance moyen de l'année. Pour 2002, cependant, la croissance mondiale devrait être «plutôt inférieure» aux 3,5 % projetés actuellement. Malgré ces sombres perspectives, M. Rogoff affiche un optimisme prudent sur les perspectives de l'économie mondiale, signalant que l'on peut encore «raisonnablement penser que le redressement s'amorcera au premier semestre de 2002».

Si les conséquences économiques *directes* des attentats du 11 septembre peuvent être en définitive assez peu perceptibles, ils pourraient avoir un effet *indirect* considérable sur le comportement et les dépenses des consommateurs, la confiance des opérateurs économiques et l'aversion pour les risques.

De grandes incertitudes pèsent sur la suite des événements, mais il ne faut pas perdre de vue que les fondamentaux économiques de nombre de pays se sont améliorés au cours des dernières années et que, du point de vue strictement économique, le monde est un peu moins vulnérable. Conjuguées à la prompt réaction des banques centrales partout dans le monde, ces améliorations devraient contribuer à amoindrir le risque de détérioration prolongée de la confiance des consommateurs et des opérateurs.

## Projections

Les projections de croissance aux États-Unis s'établissent à 1,3 % pour 2001 et à 2,2 % pour 2002, au lieu

de 1,5 et 2,5 %, respectivement, dans les *Perspectives* de mai dernier. Les attentats accentueront sans doute la contraction de l'activité à brève échéance.

La révision à la baisse est encore plus marquée pour les autres pays industrialisés. Dans la zone euro, la croissance recule de 0,6 %, s'établissant à 1,8 %, en raison d'une forte contraction de la demande intérieure, en Allemagne notamment, et d'un impact plus prononcé que prévu du ralentissement de l'activité à l'échelle mondiale. Les *Perspectives* relèvent en particulier que l'horizon s'assombrit pour le Japon, dont le PIB devrait baisser de 0,5 % en 2001, soit une contraction de 1 % de plus que prévu et que l'économie s'oriente vers une quatrième récession (définie comme deux trimestres de croissance négative du PIB réel) en l'espace de dix ans.

Les perspectives se dégradent aussi pour la plupart des pays en développement et des pays en transition, la diminution des dépenses dans le secteur des technologies de l'information touchant de plein fouet l'Asie, et la détérioration des conditions d'accès aux financements étant source de préoccupation pour nombre de pays émergents, en Amérique latine en particulier.

## Risques et perspectives

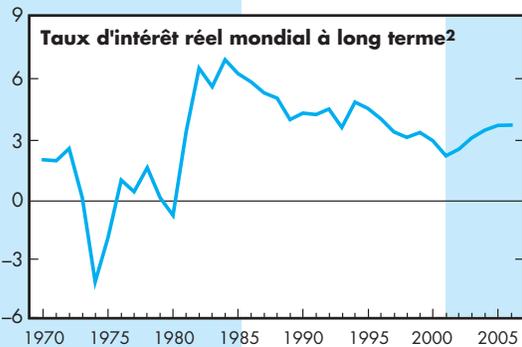
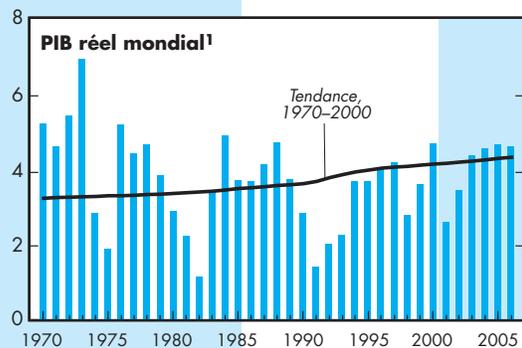
Le ralentissement de la croissance du PIB est quasiment général et s'accompagne d'une forte réduction des échanges commerciaux. En réaction, plusieurs pays — États-Unis compris — ont assoupli leur politique macroéconomique à la suite des attentats terroristes. Conjugué à la baisse progressive des prix pétroliers et à d'autres chocs qui ont contribué au marasme, cet assouplissement devrait soutenir l'activité et la confiance durant la période à venir.

La conjoncture actuelle se caractérise par «des incertitudes et des risques d'une ampleur inhabituelle» tant pour les économies de marché avancées qu'émergentes. Premièrement, en raison du ralentissement général de l'activité, aucune grande région ne peut en être le moteur à elle seule. L'économie mondiale n'en est que plus vulnérable aux chocs qui s'accompagnent de risques accrus d'autorenforcement, d'aggravation et de prolongement du marasme. Le ralentissement de la croissance impose aussi des contraintes plus lourdes au secteur financier et aux entreprises dans bien des pays, notamment au Japon. Si les marchés émergents peuvent tirer parti de la baisse des taux d'intérêt mondiaux, les conditions de financement restent volatiles, en partie du fait de la persistance des incertitudes en Argentine et en Turquie. Les attentats ont renforcé tous ces risques et plus encore, celui d'une volatilité accrue du prix du pétrole.

Sur les capacités à contrer ces risques, M. Rogoff estime qu'un optimisme prudent est permis. En premier lieu, la plupart des grandes économies préparent des mesures de relance. Deuxièmement, partout dans

## Indicateurs mondiaux

Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire



Note : Les zones ombrées correspondent aux projections des services du FMI. Sauf indication contraire, les agrégats sont pondérés sur la base des parités de pouvoir d'achat.

<sup>1</sup>Taux moyen de croissance des pays (somme pondérée par les parités de pouvoir d'achat). Au fil des ans, la pondération des pays à croissance rapide augmente, donnant à la courbe une orientation ascendante.

<sup>2</sup>Moyenne pondérée par les PIB des rendements, diminués des taux d'inflation, des obligations d'État à dix ans ou à échéance la plus proche de dix ans des pays suivants : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie (après 1972) Royaume-Uni et Canada.

Source : *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2001.

le monde, les fondamentaux économiques se sont considérablement améliorés avec la baisse de l'inflation, l'assainissement budgétaire, la crédibilité accrue des politiques monétaires et, dans nombre de marchés émergents, des régimes de change assouplis et une moindre vulnérabilité externe. Troisièmement, les attentats ne devraient pas entamer de façon fondamentale la productivité sous-jacente qui est, en définitive, le socle de la prospérité des États-Unis.

M. Rogoff considère donc que les risques de dégradation évoqués dans les *Perspectives* ont été renforcés par les attentats, même si les circuits économiques restent pour l'essentiel intacts. La tâche qui incombe aux décideurs des pays développés comme en développement, n'en est que plus ardue. Il conclut en mettant en relief les trois points marquants exposés dans les *Perspectives* :

- La politique monétaire dynamique mise en oeuvre après les attentats était tout à fait indiquée et il subsiste, à des degrés divers, une certaine marge de manœuvre. Au Japon, par exemple, un assouplissement plus marqué des conditions monétaires reste possible. En matière budgétaire, les mécanismes de stabilisation automatique devraient être activés. Ceci étant, l'heure est à l'observation vigilante de la situation.

- Vu les incertitudes qui pèsent sur les États-Unis, l'Europe et le Japon, entre autres, doivent compter davantage sur une croissance autocentrée, ce qui rend d'autant plus impérative la poursuite des réformes structurelles.

- La dégradation des perspectives mondiales accentue à l'évidence les difficultés des pays émergents. Face à des marchés de plus en plus différenciés selon les résultats des politiques mises en oeuvre, la priorité absolue reste le maintien des politiques macroéconomiques prudentes et des réformes structurelles.

Outre le chapitre sur les perspectives et les enjeux économiques, l'étude du FMI présente une analyse approfondie des liens économiques internationaux, de la révolution des technologies de l'information et des pays en développement face à l'intégration financière internationale. ■

Le texte anglais des *Perspectives de l'économie mondiale*, de même que la transcription (en anglais) du point de presse de M. Rogoff, sont disponibles sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org). Des copies imprimées seront en vente au prix de 42 dollars (35 dollars pour les universitaires et étudiants) plus tard dans le mois, au Service des publications. Pour commander voir ci-dessous.

## Publications récentes

### Ouvrages

*Macroeconomic Issues and Policies in the Middle East and Africa*, edited by Zubair Iqbal (28 \$)

*Capacity Building, Governance, and Economic Reform in Africa* (combined English and French text), Michel Dessart and Roland Ubogu (19 \$)

*Rapport annuel 2001* du FMI (gratuit)

### Working Papers (Documents de travail, 10 \$)

01/93: *Consumption-Based Interest Rates and the Present-Value Model of the Current Account—Evidence from Nigeria*, Olumuyiwa S. Adedeji

01/109: *Short-Term Forecasting: Projecting Italian GDP, One Quarter to Two Years Ahead*, Matteo Iacoviello

01/111: *The Asset Allocation of Emerging Market Mutual Funds*, Piti Disyatat and Rafael G. Gelos

01/114: *Institutional Reform in Transition Economies: How Far Have They Come?* Beatrice Weder

01/115: *Multiple Avenues of Intermediation, Corporate Finance, and Financial Stability*, E. Philip Davis

01/116: *Who Can Explain the Mauritian Miracle: Meade, Romer, Sachs, or Rodrik?* Arvind Subramanian and Devesh Roy

01/117: *Agents' Preferences, the Equity Premium, and the Consumption-Saving Trade-Off: An Application to French Data*, Anne Epaulard and Aude Pommeret

01/118: *Financial Liberalization, Money Demand, and Inflation in Uganda*, Jean-Claude Nachega

01/119: *The Impact of U.S. Economic Growth on the Rest of the World: How Much Does It Matter?* Vivek Arora and Athanasios Vamvakidis

01/120: *Czech Koruna and Polish Zloty: Spot and Currency Option Volatility Patterns*, Armando Morales

01/121: *Is Foreign Debt Portfolio Management Efficient in Emerging Economies?* Luiz R. De Mello Jr. and Khaled Hussein

01/125: *Pension Reform in India*, Robert Gillingham and Daniel Kanda

01/129: *Real Estate Market Developments and Financial Sector Soundness*, Paul Hilbers, Qin Lei, and Lisbeth Zacho

01/130: *The New International Financial Architecture and Africa*, Françoise Le Gall and Saleh M. Nsouli

### IMF Staff Country Reports (Rapports sur les pays membres, 15 \$)

01/158: Kingdom of the Netherlands—Aruba: Statistical Appendix

01/159: Kingdom of the Netherlands—Aruba: 2001 Article IV Consultation

01/160: Republic of Lithuania: Request for Stand-By Arrangement

01/161: Republic of Slovenia: Financial System Stability Assessment

01/162: Algeria: 2001 Article IV Consultation

01/165: Kiribati: 2001 Article IV Consultation

01/169: Sweden: Selected Issues

### Autres publications

*Qu'est-ce que le Fonds monétaire international?* (gratuit)

Vous pouvez vous procurer ces publications en vous adressant à : IMF Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org). Vous trouverez sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org) des informations en anglais concernant le FMI. Le site [www.imf.org/external/fre/index.htm](http://www.imf.org/external/fre/index.htm) propose une sélection de documents en français, dont le texte intégral du *Bulletin du FMI*, du *Supplément annuel consacré au FMI* et du magazine *Finances & Développement*.

(suite de la première page) des outils de communication. C'est l'une des raisons pour lesquelles il estime qu'«il faut se garder de tout excès de pessimisme».

Répondant à une remarque sur le pouls de l'économie américaine qui déterminerait l'état de santé de l'économie mondiale, M. Köhler a signalé qu'en Europe et au Japon, les gouvernants ont trop longtemps «sous-estimé les répercussions du ralentissement de l'activité aux États-Unis». Ils doivent être plus conscients que jamais que le salut ne viendra pas des États-Unis et qu'ils doivent compter sur leurs propres moyens pour stimuler leur croissance.

Ailleurs dans le monde, les décideurs ont encore une certaine marge de manœuvre. En Europe, il a salué la décision de la BCE d'abaisser les taux d'intérêt en précisant que les gouvernements pourraient accélérer les réformes structurelles et laisser jouer pleinement les mécanismes

automatiques de stabilisation budgétaire. Le Japon doit assouplir davantage sa politique monétaire en rachetant la dette publique, se fixer un objectif d'élimination de la déflation et engager de façon convaincante les réformes structurelles en réglant notamment le problème des prêts bancaires improductifs. Un prompt lancement du nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales donnerait une impulsion décisive au retour de la confiance; ce serait en effet la preuve que la communauté internationale n'a pas renoncé à l'intégration des politiques économiques comme instrument privilégié de lutte contre la pauvreté et le moteur d'une croissance soutenue de l'économie mondiale.

M. Köhler a aussi abordé la situation dans les autres régions; il a reconnu qu'en Amérique latine, l'Argentine et le Brésil sont en proie à des difficultés croissantes, précisant toutefois que ces deux pays ont pris des mesures pour les surmonter et sont sur la bonne voie. La Turquie a aussi engagé des réformes ambitieuses avec la restructuration de son système bancaire et le renforcement de la discipline budgétaire. Les taux d'intérêt élevés signalent toutefois que tous les problèmes ne sont pas résolus. La Turquie et l'Argentine, par exemple, doivent faire la preuve de leur détermination à appliquer des mesures adéquates et éviter d'engager de nouveaux programmes de grande envergure qui peuvent altérer la confiance. Pour sa part, le FMI reste disposé à prodiguer ses conseils et à partager son savoir-faire pour aider les pays, «mais ... en dernière analyse, c'est toujours aux pays eux-mêmes qu'il incombera de prendre les bonnes décisions».

Dans le cadre de l'accord de confirmation conclu avec le FMI (note d'information n° 01/96 du 26 septembre 2001 affichée sur le site du FMI), le Pakistan a respecté tous les critères définis. Le FMI envisage donc un financement concessionnel dans le cadre d'un accord au titre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance qui devrait permettre au Pakistan de négocier l'allègement de sa dette avec le Club de Paris. Interrogé sur les ressources que le FMI serait prêt à consacrer à des pays, comme le Pakistan, aux prises avec des difficultés liées aux attentats terroristes, le Directeur général a indiqué qu'il faut disposer de données plus précises sur l'impact de ces attentats pour approfondir la question. Le FMI suit attentivement la situation dans le cadre du renforcement de l'analyse des facteurs de vulnérabilité.

M. Köhler n'exclut pas l'éventualité d'une réunion du Comité monétaire et financier international du FMI un peu plus tard dans l'année, pour examiner la situation économique dans le monde et les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté et de renforcement du système financier international. ■

### M<sup>me</sup> Krueger : la mondialisation, facteur d'amélioration des niveaux de vie

Lors d'un point de presse le 24 septembre à Washington, M<sup>me</sup> Krueger, Première Directrice générale adjointe du FMI, a répondu, entre autres, à des questions sur la mondialisation et donné son appréciation sur l'évolution des réformes engagées au FMI depuis la prise de fonctions du Directeur général, M. Horst Köhler, en mai 2000. Elle a aussi répondu à des questions sur le Brésil, l'Europe, le Japon, la Turquie et l'économie mondiale. Comme M. Köhler (voir article ci-dessus), elle a précisé que l'évolution observée dans chaque pays est largement fonction de sa politique économique. Elle a bon espoir que les pays poursuivront le renforcement de leur politique intérieure et les programmes de réforme, tout en signalant que, si la nécessité de financements du FMI continuait à se faire sentir malgré des efforts louables d'un pays, le FMI serait prêt à étudier les mesures à prendre avec ce pays et à lui porter assistance.

Évoquant la mondialisation et la levée de boucliers qu'elle suscite, M<sup>me</sup> Krueger a signalé qu'il y a deux siècles à peine, la pauvreté et la malnutrition étaient très répandues et l'espérance de vie limitée. La mondialisation a permis de faire disparaître la pauvreté de certains endroits de la planète et les conditions de vie se sont améliorées. Il reste certes beaucoup à faire pour les populations marginalisées, selon M<sup>me</sup> Krueger, qui a ajouté que la mondialisation restera un facteur d'amélioration du niveau de vie pour tous et permettra de combler l'écart qui sépare les pays industrialisés du reste du monde.

Abordant la réforme du FMI, M<sup>me</sup> Krueger a déclaré qu'elle souscrit à l'essentiel des mesures prises, notamment à la rationalisation de la conditionnalité et au recentrage du FMI sur ses fonctions premières. S'agissant de l'accent mis sur la lutte contre la pauvreté, elle a indiqué que la stabilité macroéconomique et la maîtrise de l'inflation stimulent la croissance et sont de puissants facteurs de réduction de la pauvreté.



Anne Krueger

## Une année marquée par les progrès de l'ouverture et des réformes économiques

Le *Rapport annuel 2001* paru récemment souligne l'intensification des efforts menés par le FMI pour accroître la transparence de ses opérations et l'ouverture de ses pays membres. Récapitulant les réformes et les actions menées par le FMI au cours de l'exercice 2001 (1<sup>er</sup> mai 2000–30 avril 2001), le rapport met également en relief le renforcement de la surveillance du FMI, notamment en matière d'évaluation de la stabilité du secteur financier et de promotion de normes et codes de bonnes pratiques internationalement reconnus. Il expose en outre les dispositions marquantes prises par le FMI pour rationaliser et actualiser sa politique de prêts, réduire sa conditionnalité et, de manière générale, recentrer ses ressources sur ses principales fonctions macroéconomiques et sur l'amélioration du fonctionnement des marchés financiers.

Toutes les actions menées par le FMI durant l'exercice ont été guidées par le souci de mettre la mondialisation au service de tous les pays membres. Des mesures volontaristes ont été prises pour lutter contre la pauvreté, notamment par un important allègement de la charge de la dette dans le cadre de l'initiative conjointe FMI–Banque mondiale en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). D'importantes actions d'assistance technique ont aussi été menées dans les pays membres pour épauler les efforts visant à prévenir et à gérer les crises financières, renforcer les capacités des pays pauvres et rétablir la stabilité macroéconomique dans les pays émergeant d'une crise.

### Aspects marquants

- **Transparence.** Outre une diffusion plus large des rapports et des données disponibles, le FMI a sondé le public sur certaines de ses grandes initiatives (notamment la rationalisation de la conditionnalité) et s'est doté d'un Bureau d'évaluation indépendant chargé de réaliser des revues et des évaluations objectives de ses opérations.

- **Prêts et crédits.** Les crédits ordinaires et concessionnels du FMI ont légèrement augmenté durant l'exercice 2001, après avoir fortement diminué l'année précédente. L'encours des crédits a été ramené de 50,3 milliards en 2000 à 48,6 milliards de DTS en 2001. La proportion élevée des remboursements a plus que compensé l'augmentation des crédits accordés.

- **Surveillance.** Du fait de l'intérêt accru porté à la vulnérabilité financière, le FMI a consacré une attention particulière à la santé du secteur financier de ses pays membres, à l'évolution de leur compte de capital et à la dette publique externe. Après avoir mis en oeuvre avec succès un projet expérimental, le FMI et la Banque mondiale ont lancé le programme d'évaluation du secteur financier et collaboré à l'effort international de lutte contre le blanchiment, en marge de l'élaboration de directives sur la gestion de la dette publique. Le FMI s'est

employé à affiner ses instruments d'évaluation de la vulnérabilité externe (y compris les indicateurs d'alerte avancée) et à mettre au point un cadre d'évaluation de l'adéquation des réserves internationales. Un Département des marchés de capitaux internationaux et un Groupe consultatif sur les marchés de capitaux ont été créés pour renforcer la coordination de son fonctionnement internes et de ses interventions externes dans ce domaine.

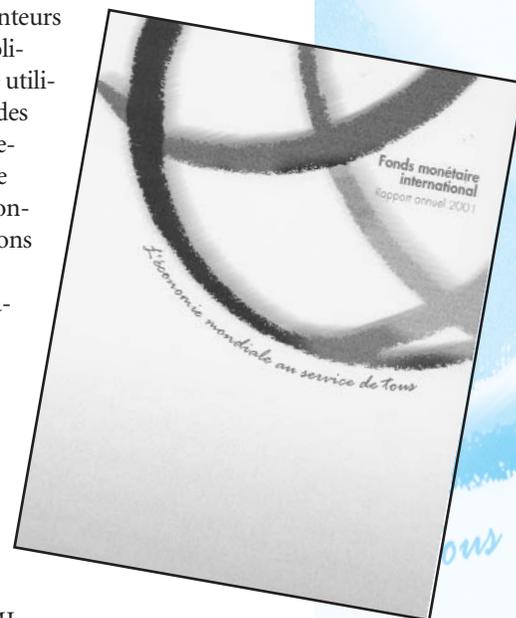
- **Politique de prêt et conditionnalité.** Le FMI a réexaminé ses lignes de crédit préventives afin de les rendre plus attractives pour les emprunteurs potentiels; des dispositions ont été prises en vue d'accroître l'efficacité des financements du FMI; ses politiques ont été revues afin d'inciter les pays emprunteurs à adopter rapidement des politiques saines pour éviter une utilisation prolongée et massive des financements. Le FMI a également engagé un processus de rationalisation de sa conditionnalité (ensemble des conditions liées à l'utilisation des ressources du FMI). Cette initiative vise à améliorer l'efficacité et à renforcer l'«internalisation» des programmes d'ajustement mis en oeuvre par les pays membres avec l'appui du FMI, tout en veillant à la réalisation des objectifs visés et à la sauvegarde de l'intégration des ressources financières du FMI.

- **Réduction de la pauvreté et allègement de la dette.** En collaboration avec la Banque mondiale, la politique de prêts concessionnels et d'allègement de dette appliquée par le FMI a permis d'épauler les efforts menés à l'échelle mondiale pour faire reculer la pauvreté. Ainsi, la dette extérieure des 22 pays pauvres très endettés qui ont atteint leur point de décision dans le cadre de l'initiative PPTE sera réduite des deux tiers. Le FMI consacre par ailleurs les trois quarts de son assistance technique aux pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire (tranche inférieure). ■

Le texte du *Rapport annuel 2001* du FMI est disponible sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org). Des copies peuvent être obtenues gratuitement au Service des publications. Pour le commander voir page 311.

Photographies : Denio Zara, Padraic Hughes, Pedro Márquez et Michael Spilotro (FMI), pages 309 et 312; Institut du FMI, page 316; Jeromin Zettelmeyer (FMI), pages 318 et 319; Mario de Zamaróczy (FMI), page 322.

Fonds monétaire international  
Rapport annuel 2001



# Investissement direct étranger : chute sensible en 2001 après une forte poussée l'an dernier

Les flux d'investissement direct étranger (IDE) ont augmenté de 18 % en 2000, atteignant le chiffre record de 1.300 milliards de dollars EU. Ils devraient toutefois chuter de 40 % environ en 2001 et retomber à 760 milliards de dollars EU selon le *Rapport sur l'investissement dans le monde*, publié avec les documents annexes le 18 septembre 2001 par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

toutefois rester plus élevés qu'en 1998 et être supérieurs à la moyenne de 1996–2000 (voir tableau).

Le fléchissement prévu pour 2001 est dû au récent recul des fusions-acquisitions internationales, et en particulier des « mégafusions » portant sur des montants supérieurs à 1 milliard de dollars EU, qui se sont multipliées en 1999 et 2000. Les dernières estimations ont été établies avant les attentats terroristes du 11 septembre dernier aux États-Unis et n'ont donc aucun rapport avec ces événements.

Compte tenu de l'importance des fusions-acquisitions entre pays développés, les flux d'IDE devraient chuter dans le monde développé, de 1.005 milliards de dollars EU en 2000 à environ 510 milliards en 2001, soit une contraction de 49 %. Selon la CNUCED, la baisse devrait être de l'ordre de 6 % dans les pays en développement, ramenant l'IDE de 240 milliards à 225 milliards de dollars EU. Ainsi, la part des pays en développement dans les flux mondiaux d'IDE pourrait être portée à 30 %. Les flux d'IDE vers l'Europe centrale et orientale devraient se stabiliser à 27 milliards de dollars EU en 2001.

## Flux d'IDE par région, 1998–2001

(Milliards de dollars EU)

Région	1998	1999	2000	2001 <sup>1</sup>
Monde	693	1.075	1.271	760
Pays développés	483	830	1.005	510
Pays en développement <sup>2</sup>	188	222	240	225
Afrique <sup>3</sup>	8	9	8	10
Amérique latine et Caraïbe	83	110	86	80
Asie et Pacifique Sud,	96	100	144	125
Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est	86	96	137	120
Europe centrale et orientale	21	23	25	25
Y compris les pays de l'ex-Yougoslavie	22	25	27	27

<sup>1</sup> Estimations préliminaires établies le 3 septembre 2001 pour les 51 pays qui ont concentré 90 % des entrées d'IDE en 2000.

<sup>2</sup> Y compris les pays de l'ex-Yougoslavie.

<sup>3</sup> En incluant l'Afrique du Sud, les chiffres sont les suivants : 8 en 1998, 10 en 1999, 9 en 2000 et 11 en 2001.

Source : CNUCED, base de données IED/STN.

La croissance observée en 2000 et la chute prévue pour 2001 s'expliquent principalement par les fusions-acquisitions internationales, qui ont augmenté de près de 50 % l'année dernière, atteignant 1.100 milliards de dollars EU, soit l'essentiel du total de l'IDE qui s'oriente à la baisse, reflétant le ralentissement général de la croissance économique mondiale.

Le rapport note que l'expansion rapide de l'IDE en fait le facteur déterminant de l'intégration économique internationale. Un total de 63.000 sociétés transnationales (STN) détenant plus de 800.000 filiales à l'étranger, constituent le moteur de l'IDE et influencent de plus en plus la structure des échanges, couvrant les deux tiers du commerce mondial. Mais les flux sont inégalement répartis. Les 30 principaux pays d'accueil concentrent 95 % du total des flux et 90 % du stock, tandis que les 30 principales sources d'investissement étranger — les économies industrialisées principalement — génèrent 99 % environ des flux et du stock d'IDE.

## Fléchissement prévu en 2001

La diminution des flux de 40 % prévue en 2001 constituera la première baisse depuis 1991 et la plus forte des trente dernières années. En 2001, les flux devraient

## Répartition de l'IDE

Le rapport signale qu'en 2000 la quasi-totalité des dix plus grands pays d'accueil et d'origine de l'IDE ont été des pays développés (voir graphiques page 315), à l'exception notable de la Chine et de la RAS de Hong Kong. Le monde développé concentre plus des trois quarts du total de l'IDE dans le monde en 2000, avec plus de 1.000 milliards de dollars EU d'entrées, soit une progression de 21 % par rapport à 1999. Les flux à destination des pays en développement ont aussi atteint 240 milliards de dollars EU, mais leur part des flux mondiaux a été ramenée à 19 %, son niveau le plus bas

## Principaux taux du FMI

Semaine commençant le	Taux d'intérêt du DTS	Taux de rémunération	Taux de commission
24 septembre	2,61	2,61	3,07
1 <sup>er</sup> octobre	2,67	2,67	3,14
8 octobre	2,55	2,55	3,00

Le taux d'intérêt du DTS et le taux de rémunération des avoirs correspondent à une moyenne pondérée des taux d'intérêt d'instruments à court terme émis sur les marchés monétaires des cinq pays dont les monnaies composent le panier de calcul du DTS. Le taux de rémunération des avoirs est le taux de rendement de la position rémunérée des États membres dans la tranche de réserve. Le taux de commission correspond à un pourcentage du taux du DTS et représente le coût d'utilisation des ressources du FMI. Les trois taux sont calculés le vendredi et appliqués la semaine suivante. Les taux de rémunération et de commission de base sont ajustés en fonction des arrangements conclus au titre de la répartition des charges. Pour connaître les derniers taux, appeler le (202) 623-7171, ou se reporter au site du FMI : [www.imf.org/cgi-shl/bur:pl?2001](http://www.imf.org/cgi-shl/bur:pl?2001).

Des informations générales sur les finances du FMI, y compris ces taux, sont disponibles à cette adresse : [www.imf.org/external/fin.htm](http://www.imf.org/external/fin.htm).

Source : FMI, Département de la trésorerie.

depuis 1991. Les flux destinés aux PMA ont légèrement augmenté mais restent symboliques, avec 0,3 % seulement des entrées d'IDE à l'échelle mondiale.

- Les flux d'IDE vers les pays développés et à l'échelle mondiale sont dominés par la triade — Union européenne, États-Unis et Japon — qui concentrent 71 % des entrées et 82 % des sorties, essentiellement avec les fusions-acquisitions internationales. Le Royaume-Uni et la France ont supplanté les États-Unis comme premières sources d'IDE (voir graphique). Les États-Unis restent cependant la première destination même si les entrées et les sorties y ont diminué de 5 et 2 %, respectivement, en 2000.

- Les flux à destination de l'Europe centrale et orientale ont progressé de 7 % en 2000, atteignant 27 milliards de dollars EU, soit 2 % des flux mondiaux; ils sont concentrés sur la Russie, la Pologne et la République tchèque et dominés par des transactions liées aux privatisations, et proviennent pour l'essentiel des pays d'Europe occidentale.

- L'IDE à destination et en provenance des pays en développement d'Asie a atteint un niveau record en 2000, coïncidant avec la sortie de la crise de la fin des années 90. Les flux à destination de la région ont augmenté de 44 %, se situant à 143 milliards de dollars, tandis que les sorties progressaient de 140 % pour s'établir à 85 milliards de dollars. La grande majorité de ces flux a été concentrée sur la RAS de Hong Kong — atteignant 64,4 milliards de dollars, soit une poussée de 160 % — et sur la Chine, avec 40,8 milliards de dollars. Le rapport précise que Hong Kong a pris le pas sur la Chine comme première destination de l'IDE en Asie parce que les investisseurs y font transiter les capitaux en route pour la Chine. Les autres grandes destinations de l'IDE en Asie sont la Corée, Singapour et la Malaisie, avec 10,2 milliards, 6,4 milliards et 5,5 milliards de dollars respectivement.

- L'Amérique latine et la Caraïbe, qui ont vu leurs entrées d'IDE tripler durant la seconde moitié des années 90, ont enregistré une baisse de 22 %, avec 86 milliards de dollars en 2000. Le rapport attribue cette évolution à un retour à la normale par rapport à 1999, année au cours de laquelle les entrées d'IDE ont été marquées par quelques grandes fusions-acquisitions internationales. Avec 34 milliards et 13 milliards de dollars respectivement en 2000, le Brésil et le Mexique en ont été les principaux destinataires.

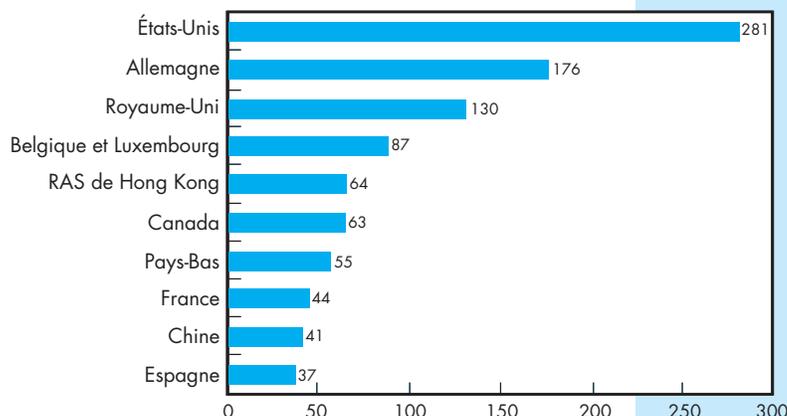
- Les entrées d'IDE en Afrique ont baissé de 13 % pour s'établir à 9,1 milliards de dollars EU, ramenant la part du continent dans les flux mondiaux à moins de 1 % en 2000, essentiellement en raison du ralentissement de l'activité en Afrique du Sud, en Angola et au Maroc. Collectivement, les pays de l'Afrique subsaharienne ont aussi vu leurs chiffres diminuer. Cette baisse contraste singulièrement avec l'augmentation de 2,2 milliards de dollars EU enregistrée en 1999 et constitue la première baisse sensible depuis le milieu des années 90.

## Relations en amont

L'un des principaux thèmes du rapport a trait à la promotion de «relations en amont» entre filiales étrangères et entreprises locales, considérées comme le meilleur moyen de diffuser le savoir-faire, les connaissances et les

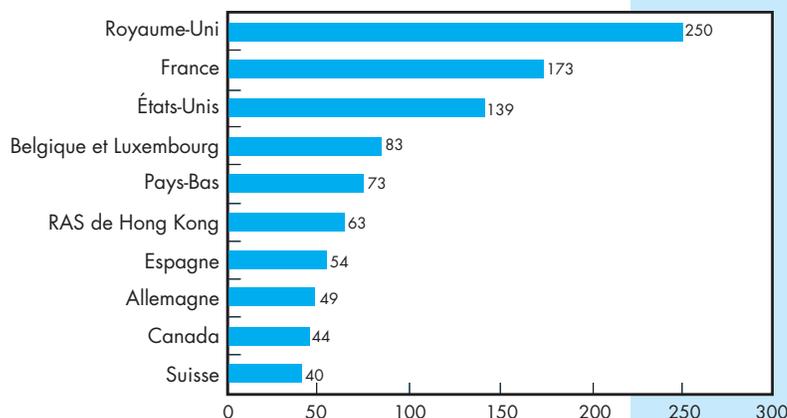
## Les 10 principaux destinataires de l'IDE en 2000

Milliards de dollars EU



## Les 10 principales sources de l'IDE en 2000

Milliards de dollars EU



Source : CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2001*.

progrès technologiques. En s'approvisionnant sur place, les filiales étrangères peuvent réduire leurs coûts de production, se spécialiser davantage et être plus flexibles. Ces relations ont pour effet direct d'augmenter la production et les effectifs des fournisseurs locaux. Elles permettent aussi de transmettre connaissances et compétences, de promouvoir l'efficacité, d'accroître la productivité et de diversifier les débouchés. ■

L'édition 2001 du *Rapport sur le développement dans le monde : vers de nouvelles relations interentreprises* peut être consultée sur le site de la CNUCED [www.unctad.org/wir](http://www.unctad.org/wir). La version imprimée peut être obtenue au prix de 49 dollars (19 dollars pour les pays en développement et les économies en transition) par commande adressée à la Section des ventes et du marketing, Organisation des Nations Unies, Palais des Nations, CU-1211 Genève 10, Suisse, ou à la Section des ventes et du marketing de l'Organisation des Nations Unies, Two UN Plaza, New York, N.Y. 10017, USA.

## Les pays africains confrontent leurs expériences pour relever le défi de la lutte contre la pauvreté

**Q**uels sont les enjeux de l'élaboration des documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) pour les pays africains, et comment abordent-ils cette problématique? Au-delà des questions de conception — thème du forum de Yamoussokro (Côte d'Ivoire) —, les travaux du second forum africain sur les stratégies de réduction de la pauvreté tenu à Dakar (Sénégal) du 10 au 13 septembre 2001 ont porté sur le volet mis en oeuvre.

Organisé par les Instituts du FMI et de la Banque mondiale, le forum a réuni 270 participants de 31 pays, représentant les gouvernements, les parlements, la société civile et le secteur privé. Y ont également pris part 140 représentants d'institutions de financement multilatéral et régional. Les travaux ont porté sur quatre grands thèmes : l'internalisation, la gouvernance et la responsabilisation; les politiques économiques axées sur une croissance propice à la lutte contre la pauvreté; le chiffrage et le suivi de la réduction de la pauvreté; les relations avec les partenaires de développement. L'un des principaux objectifs du forum était de permettre un échange de vues mutuellement enrichissant. À l'opposé des précédentes rencontres, les participants des pays africains ont été au-devant de la scène, pour confronter leurs expériences, et les représentants des organismes de développement et des institutions financières à leur écoute. Les enseignements tirés de ces travaux constitueront un apport essentiel à la revue générale des méthodes d'élaboration des DSRP à laquelle doivent se livrer prochainement les services du FMI et de la Banque mondiale.

### Aperçu général

À l'ouverture des travaux du forum, présidé par Soumana Sakho, Président de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, le Directeur adjoint de l'Institut du FMI, Saleh Nsouli, et le Ministre sénégalais délégué au budget, Cheickh Soumaré, ont exposé les principaux enjeux de la mise en oeuvre des

stratégies de réduction de la pauvreté. M. Sakho a souligné le rôle crucial du renforcement des capacités pour l'élaboration et la mise en oeuvre de ces stratégies. Au nom des organisateurs, M. Nsouli a évoqué le défi que constitue la pauvreté, les étapes clés de l'élaboration de stratégies de développement efficaces et les principaux thèmes à l'ordre du jour. Représentant le pays hôte, M. Soumaré a souhaité la bienvenue aux participants et dressé un tableau édifiant des efforts réalisés par le Sénégal — un des premiers pays à avoir établi un DSRP intérimaire — pour stimuler la croissance et faire reculer la pauvreté.

Présentant M. Abdoulaye Wade, Président du Sénégal, M. Nsouli a précisé qu'il est à l'origine du plan Omega pour l'Afrique, l'une des composantes de la nouvelle initiative africaine que les chefs d'État africains ont adopté en début d'année. L'initiative (voir encadré page 317) est fermement ancrée sur les principes d'internalisation, de prise en main et de responsabilisation pour éliminer les obstacles internes à une croissance durable, a déclaré M. Wade. Elle fait une place de choix à l'élaboration des DSRP pour intégrer les priorités du continent aux programmes nationaux et à la coordination des concours extérieurs.

### Internalisation et responsabilisation

Les délégations ont présenté des exemples concrets de l'internalisation des DSRP. Le caractère participatif en est désormais la constante. L'amélioration de la gouvernance est aussi considérée comme un élément déterminant de la conception et de la mise en oeuvre de stratégies efficaces de lutte contre la pauvreté. Les avis concordent sur la nécessité de mettre en place des mécanismes qui rendent les décideurs comptables de leur gestion et de délimiter précisément les attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Les médias ont aussi un rôle important à jouer pour assurer la diffusion de l'information et susciter un réel débat, à condition que l'accès à l'information et la liberté d'expression soient garantis. Si le rôle des Parlements varie considérablement d'un pays à l'autre, les commissions parlementaires chargées des programmes de lutte contre la pauvreté et des finances doivent être tenues régulièrement informées. Les collectivités locales, instances les plus proches des communautés de base, doivent être associées à la conception, à la mise en oeuvre et au suivi des stratégies. Les groupes représentant la société civile, les Organisations non gouvernementales et les centres de recherche locaux se considèrent aussi parties prenantes et signalent qu'ils peuvent jouer un rôle essentiel dans la responsabilisation des gouvernants et des élus, que ce soit au niveau local ou national.

Ouverture du forum de Dakar : le Président Abdoulaye Wade entouré de Abdoulaye Diop, Ministre des finances du Sénégal, à gauche, et de Saleh Nsouli, Directeur adjoint de l'Institut du FMI, à droite.



## Politiques de lutte contre la pauvreté

Les participants s'accordent pour reconnaître qu'une croissance axée sur la réduction de la pauvreté est un facteur clé de la lutte à long terme contre la pauvreté et exige des politiques budgétaire, monétaire et de change saines, en marge des réformes structurelles. L'examen des politiques de réduction de la pauvreté a été centré sur les secteurs clés de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Les participants soulignent que les services d'éducation et de santé n'atteignent pas toujours les populations démunies et qu'il convient de privilégier davantage l'efficacité que l'augmentation des dépenses. Pour cela, les pouvoirs publics doivent mieux comprendre l'impact et l'efficacité des dépenses d'éducation et de santé pour la réduction de la pauvreté, qui exige aussi l'amélioration des infrastructures en matière d'énergie, de télécommunications, de transport, d'adduction d'eau et d'assainissement. Les pouvoirs publics doivent réaliser un meilleur équilibre entre les dépenses d'infrastructure urbaine et rurale tout en associant davantage les collectivités locales à la prise de décision.

Il est indispensable de tenir compte de la dimension régionale de la croissance et de la pauvreté pour accroître l'efficacité des politiques nationales. Faisant écho à l'appel du Président Wade en faveur de la nouvelle initiative africaine, les participants ont mis en relief, parmi les domaines de coopération, la création d'un marché africain, l'adoption de politiques concertées pour renforcer les moyens institutionnels et les ressources humaines, la coordination des politiques économiques et la consolidation des infrastructures.

## Suivi

Les délégations nationales ont fait état de progrès notables, quoique laborieux, dans la mise en place et le renforcement des moyens d'analyse et de suivi des stratégies de réduction de la pauvreté, notamment sur la problématique femmes/hommes et la gouvernance. Des systèmes de suivi efficaces doivent permettre de générer promptement des données sur les actions menées et sur l'évolution des principaux indicateurs de tendance. Le suivi habituel, à base d'enquêtes sur les ménages et d'évaluations participatives, a fourni des données intéressantes d'impact avec cependant un certain décalage et peu de pertinence pour les orientations immédiates de politique. Il importe d'intégrer la collecte de données sur la pauvreté et leur analyse — en particulier l'analyse de l'impact social des réformes macroéconomiques et structurelles — à l'élaboration des DSRP.

## Mutation du rôle des partenaires de développement

Des stratégies consensuelles et internalisées permettent de transformer la culture et les pratiques d'aide au développement en Afrique. Une fois que le consensus est établi sur les priorités nationales et les objectifs à atteindre, les donateurs devront privilégier la prise en

main des actions par les gouvernements. Les délégations ont insisté sur la nécessaire harmonisation des politiques et procédures des donateurs et une meilleure transparence, en reconnaissant que les pays doivent énoncer clairement leurs priorités, prendre l'initiative de coordonner les actions des donateurs et être comptables de l'utilisation des ressources fournies et de la réalisation des objectifs fixés.

Il faut repenser la conditionnalité pour la centrer plus sur les résultats que sur des intentions. Les plans et engagements de financement à moyen terme doivent aussi être plus prévisibles. Les donateurs ont indiqué que leur assistance sera davantage axée sur des secteurs que sur des projets. Pour ce faire, des engagements politiques clairs et des mécanismes internes de responsabilisation doivent être en place, notamment pour la gestion des dépenses publiques.

Le renforcement et l'utilisation des capacités ont été souvent évoqués. Les participants considèrent que la capacité des pays à élaborer et à appliquer leurs politiques est un élément essentiel de la réussite des stratégies. L'insuffisance de ressources et l'incapacité à exploiter efficacement les moyens existants restent des contraintes majeures. Plusieurs pays ont néanmoins insisté sur le fait que, pour surmonter ces obstacles, il importe de renforcer durablement leurs capacités plutôt que de s'en remettre aux formes classiques d'assistance technique.

Le forum a permis de mieux comprendre les succès obtenus et les enjeux en perspective. Les discussions ont été franches, ouvertes et constructives. Au terme des travaux, plusieurs pays élaborant un DSRP ont décidé de mettre en place un système électronique d'échange pour consacrer l'«esprit de Dakar».

Roland Daumont  
Institut du FMI

## La nouvelle initiative africaine

L'initiative vise à créer les conditions préalables à la promotion de l'investissement, de la croissance et de la réduction de la pauvreté en Afrique par la coordination des efforts à l'échelle du continent. Lors de l'audience qu'il a accordée au Directeur adjoint de l'Institut du FMI, Saleh Nsouli, le 11 septembre, le Président de la République du Sénégal a détaillé les travaux en cours dans ce cadre. M. Wade a notamment précisé que la paix, la démocratie et la bonne gouvernance sont des éléments cardinaux de cette initiative, qui a pour but de développer l'infrastructure régionale et de renforcer la mise en valeur du capital humain par la formation et l'amélioration des soins de santé. L'accent y est également mis sur l'accélération de la croissance du secteur agricole, qui reste le pilier de bien des économies africaines.

L'initiative donne un rôle prépondérant au secteur privé et vise à promouvoir l'intégration régionale. Elle vise aussi à renforcer le partenariat entre l'Afrique, les donateurs bilatéraux et multilatéraux ainsi que les investisseurs privés. Cette initiative fait de l'élaboration des documents de stratégie de réduction de la pauvreté un élément clé des efforts nationaux de lutte contre la pauvreté et de la coordination des concours extérieurs. Une structure de portée continentale est à l'étude pour assurer la mise en œuvre de l'initiative.

## Il est difficile de concevoir un régime monétaire et de change «parfait» pour l'Asie de l'Est

Quelles perspectives s'offrent à l'intégration monétaire des pays d'Asie de l'Est? Le colloque tenu les 5 et 6 septembre à l'université Chulalongkorn de Bangkok a réuni une vingtaine de spécialistes et d'éminentes personnalités pour débattre de cette question. Organisée en collaboration avec les universités de Paris-Dauphine et de Mannheim pour le 30<sup>e</sup> anniversaire de la faculté d'économie de l'université Chulalongkorn, cette rencontre a rassemblé une centaine de participants, universitaires, représentants des milieux d'affaires, décideurs et de nombreux étudiants.

Le colloque a donné lieu à des débats animés sur la politique macroéconomique de la Thaïlande après la crise et l'avenir du système monétaire multiple en Chine face à l'intégration économique croissante avec

l'Asie. Les débats ont essentiellement porté sur les trois propositions suivantes :

- *Arrimage souple à un panier de monnaies.*

Takatoshi Ito (université d'Hitotsubashi) estime qu'un ancrage souple peut permettre de limiter la volatilité des taux de change et maintenir une certaine souplesse, ce qui permet d'éviter les désalignements comme ceux qui ont précédé la crise asiatique (pour le bath thaïlandais en particulier). Il a signalé que cet ancrage peut être réalisé en prévoyant une marge de fluctuation donnée et en choisissant les pondérations du panier de monnaies en fonction de l'importance des échanges commerciaux de chaque pays. Cela supposerait une pondération beaucoup plus forte pour le yen japonais que dans le panier utilisé en Thaïlande avant la crise, ce qui aurait rendu l'ancrage moins sujet aux variations des taux de change dollar EU/yen.

- *L'étalon-dollar.* Ronald McKinnon (université Stanford) propose un système de parités à long terme qui relierait les monnaies des pays d'Asie de l'Est — yen compris — au dollar EU. Des suspensions temporaires seraient envisageables en cas de fortes tensions sur les marchés des changes, les gouvernements s'engageant à revenir aux parités initiales dès les épisodes de crise passés (encore que suivant un calendrier souple). Cette formule permettrait de répondre aux attentes à long terme et réduirait donc toute surévaluation du taux de change en cas d'attaques spéculatives comme beaucoup de monnaies d'Asie de l'Est en ont été victimes au second semestre de 1997. Le maintien de parités à long terme avec le dollar EU exigerait une très grande discipline budgétaire, qui reste à la portée de la plupart des gouvernements asiatiques. D'après M. McKinnon, cet étalon-dollar offrirait l'avantage d'un ancrage nominal explicite — notamment contre des attentes déflationnistes au Japon — et permettrait de réduire ou d'éliminer l'instabilité financière causée par la combinaison de taux de change souples et des engagements libellés en devises. En outre, un «bon ancrage» serait censé réduire les écarts de taux d'intérêt et pourrait donc atténuer les incitations à contracter des emprunts à court terme en dollars, réduisant progressivement ainsi la vulnérabilité systémique.

- *Union monétaire d'Asie orientale.* Robert Mundell (université Columbia), Srinivasa Madhur (Banque asiatique de développement) et Ricardo Hausmann (université Harvard) proposent chacun une variante d'une union monétaire pour l'Asie orientale. M.M. Mundell et Madhur envisagent un processus d'intégration monétaire comparable à celui de l'Union européenne, fondé sur un dosage d'accords d'intervention sur les marchés des changes et de coordination des politiques macroéconomiques pour une période transitoire, aboutissant



Les participants au colloque durant l'exposé de Masahiro Kawai; de gauche à droite, Ricardo Hausmann, Michael Hutchison, Takatoshi Ito, Srinivasa Madhur et Ronald McKinnon.

la RAS de Hong Kong, objet de l'exposé de Shu-ki Tsang (Université baptiste de Hong Kong). Mais les discussions ont surtout porté sur les régimes monétaires et de change envisageables dans les pays d'Asie de l'Est. Parmi les nombreux thèmes abordés, il convient de signaler la régulation des mouvements de capitaux et le statut de «prêteur international en dernier ressort».

### Formules proposées

Malgré le rôle joué par les régimes de change à taux fixes durant la période qui a précédé la crise asiatique et le fonctionnement à première vue sans à-coups du ciblage de l'inflation dans les pays comme la Thaïlande (sujet de la communication de Chayodom Sabhasri, June Charoenseang et Pornkamol Manakit — université Chulalongkorn), les participants ont été généralement sceptiques sur l'intérêt que présente, à long terme, des taux de change flottants en Asie de l'Est, pour une double raison : limiter la volatilité des taux de change dans l'intérêt de l'intégration économique régionale et contenir l'effet déstabilisateur potentiel des variations brutales des taux de change sur les économies émergentes dont la dette à court terme est libellée en devises.

En dehors de cette question, aucun réel consensus ne s'est dégagé sur le régime de change le mieux adapté à



*Au centre, Robert Mundell plaide pour l'intégration monétaire de l'Asie de l'Est, entre Srinivasa Madhur, à gauche, et Ronald McKinnon, à droite.*

à l'adoption d'une monnaie commune. Le principal avantage de cette formule tiendrait au renforcement de l'intégration économique et financière de la région.

Pour sa part, M. Hausmann se préoccupe surtout des risques que font peser les emprunts libellés en devises — «péché originel» des économies émergentes — sur la stabilité financière. La dollarisation ou la «yennisation» aurait pour effet d'éliminer ces risques, d'abaisser les taux d'intérêt, de stimuler l'épargne intérieure, d'approfondir les marchés financiers et offrirait un ancrage monétaire tout à fait crédible. Il n'en reste pas moins qu'un accord multilatéral — en d'autres termes une union monétaire ancrée sur le yen ou le dollar — serait préférable à un arrimage unilatéral à l'une de ces monnaies, en suscitant une certaine répartition du seigneurage et en créant un prêteur en dernier ressort bénéfique à tous les participants au système.

Ces propositions ont donné lieu à de vifs échanges. Certains participants ont reproché aux propositions de MM. Ito et McKinnon de rester vulnérables aux attaques spéculatives, critique qui vaut également pour tout accord assimilable au mécanisme de change européen. Dans la proposition de M. McKinnon, la flexibilité temporaire, la discipline des politiques macroéconomiques et l'engagement à revenir à la parité fixe à long terme donnent au système une certaine souplesse. S'il arrive que l'équilibre des taux de change soit modifié pour des considérations autres que de politique macroéconomique — en raison de passifs conditionnels lourds ou de puissants chocs réels ou externes, par exemple —, le retour aux parités initiales pourrait s'avérer difficile, voire non crédible.

Enfin, une union monétaire ancrée sur le yen ou le dollar, ou un étalon-dollar excluant le Japon pourraient poser des problèmes de compétitivité pour le Sud-Est asiatique en cas de fluctuations de grande ampleur du taux de change yen/dollar EU. C'est pourquoi MM. Mundell et Hausmann insistent sur le fait que leurs propositions donneraient de meilleurs résultats si les taux de change fluctuaient peu entre le dollar, le yen et l'euro.

## Autres instruments

L'une des conclusions des travaux du colloque est la suivante : il serait difficile de définir un mécanisme de change «parfait» pour l'Asie de l'Est, eu égard aux multiples fonctions requises. Il devrait en effet fournir un ancrage nominal, promouvoir les échanges commerciaux et l'intégration économique régionale, maintenir la compétitivité et assurer la sauvegarde du système financier. Pour répondre à tous ces impératifs, il faudrait aussi faire appel à d'autres instruments de politique.

Les participants se sont penchés sur deux instruments de ce type : la régulation des mouvements de capitaux, thème

de la communication de Masahiro Kawai, adjoint au Vice-Ministre chargé des affaires internationales du Ministère japonais des finances, et Shinji Takagi (université d'Osaka); et la fonction de prêteur international en dernier ressort, sujet de l'exposé de Jeromin Zettelmeyer, du FMI. D'après M. Kawai, le contrôle des mouvements de capitaux est rarement couronné de succès à long terme, mais présente un intérêt dans des circonstances particulières, lorsqu'il s'agit d'imposer un moratoire en situation de panique financière malgré une politique intérieure foncièrement saine. Il a pris pour exemple la brève imposition du contrôle des sorties de capitaux à court terme décidée, après la crise russe, par les autorités de Malaisie pour se donner une bouffée d'oxygène et de mener à bien la restructuration du secteur financier et des entreprises, ainsi que d'autres réformes nécessaires, tout en veillant à la stabilité du cadre macroéconomique.

M. Zettelmeyer a soutenu pour sa part que le maintien effectif ou potentiel de taux de change souple — en d'autres termes, tout mécanisme de change qui ne correspondrait pas à une dollarisation intégrale — pourrait exiger la présence d'un prêteur international en dernier ressort pour aider les dispositifs nationaux de protection financière à faire face aux risques inhérents à des dettes libellées en devises. Les deux stratégies ont leurs inconvénients, comme l'ont signalé les auteurs eux-mêmes et les divers intervenants. Imposer un contrôle des mouvements de capitaux, même dans un contexte de panique, pourrait être interprété comme un signal de la volonté des pouvoirs publics de restreindre les droits des investisseurs et, partant, avoir un effet dommageable pour la crédibilité du pays et les entrées



*MM. Hausmann, Zettelmeyer et Hutchison posent avec des étudiants de l'université de Chulalongkorn.*

d'investissement direct étranger. Épauler les dispositifs internes de protection par une garantie internationale pourrait accroître le risque d'effet pervers tant du côté du pays que des investisseurs, sauf si cette garantie peut

être adaptée à la qualité du dispositif interne et à la politique mise en œuvre dans le secteur financier. ■

Jeromin Zettelmeyer  
FMI, Département des études

**En anglais sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org)**

**Communiqués de presse**

- 01/38 : Brésil : accord de confirmation — crédit de 15,58 milliards de dollars, 14 septembre
- 01/39 : Sierra Leone : accord (de principe) FRPC — 169 millions de dollars, 20 septembre
- 01/40 : Le Zimbabwe n'a plus accès aux ressources du FMI, 25 septembre
- 01/41 : Mozambique : initiative PPTE — 600 millions de dollars, 25 septembre
- 01/42 : Mongolie : accord FRPC — 37 millions de dollars 1<sup>er</sup> octobre

**Notes d'information**

- 01/88 : Déclaration du FMI sur les tragiques attentats qui ont frappé les États-Unis, 12 septembre
- 01/89 : Report *sine die* de l'Assemblée du FMI et du Groupe de la Banque mondiale, 17 septembre
- 01/90 : Le FMI souscrit aux objectifs de développement de l'ONU pour le millénaire, 19 septembre
- 01/91 : Rép. féd. de Yougoslavie : accord de confirmation — tranche de 65 millions de dollars, 19 septembre
- 01/92 : Ukraine : 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> revues dans le cadre du MEDC, 20 septembre
- 01/93 : Mozambique : accord (de principe) FRPC — 11 millions de dollars, 20 septembre
- 01/94 : Tanzanie : FRPC — 26 millions de dollars, 24 septembre
- 01/95 : Papouasie-Nouvelle-Guinée : accord de confirmation — crédit de 24 millions de dollars, 24 septembre
- 01/96 : Pakistan : accord de confirmation — crédit de 135 millions de dollars, 26 septembre
- 01/97 : Sénégal : accord FRPC — 12 millions de dollars, 1<sup>er</sup> octobre

**Notes d'information au public**

- 01/94 : Algérie, 19 septembre
- 01/95 : République islamique d'Iran, 18 septembre
- 01/96 : Kiribati, 21 septembre
- 01/97 : Népal, 21 septembre
- 01/98 : Suède, 25 septembre
- 01/99 : Mexique, 27 septembre
- 01/100 : Points d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE renforcée, 27 septembre
- 01/101 : Revue des normes de diffusion des données par le Conseil d'administration, 27 septembre
- 01/102 : Le FMI conclut la revue des politiques d'accès aux tranches de crédit et au MEDC, 28 septembre
- 01/103 : Côte d'Ivoire, 2 octobre
- 01/104 : Nicaragua, 2 octobre
- 01/105 : Cap-Vert, 3 octobre

**Discours**

Stanley Fischer, discours d'adieu au personnel du FMI, 1<sup>er</sup> octobre

**Transcriptions**

Point de presse de Horst Köhler, Directeur général du FMI, 19 septembre (page 309)

Point de presse d'Anne Krueger, Première Directrice générale adjointe, 24 septembre (page 312)  
Point de presse de Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur, Département des études, *Perspectives de l'économie mondiale*, 26 septembre (page 309)

**Lettres d'intention et mémorandums de politiques économique et financière\***

- Indonésie, 10 septembre
- Brésil, 14 septembre
- Nicaragua, 19 septembre
- République fédérale de Yougoslavie, 20 septembre
- Ukraine, 21 septembre
- Sierra Leone, 24 septembre
- Mozambique, 24 septembre
- Papouasie-Nouvelle-Guinée, 26 septembre
- Tanzanie, 27 septembre
- Sénégal, 28 septembre

**Initiative en faveur des PPTE\***

Ghana (préliminaire), 10 septembre

**Documents de stratégie de la réduction de la pauvreté\***

- Nicaragua, 13 septembre
- Sierra Leone (intérimaire), 21 septembre
- Papouasie-Nouvelle-Guinée, 26 septembre
- Tanzanie, 27 septembre
- Sénégal, 28 septembre

**Conclusions des consultations au titre de l'article IV\***

Saint-Marin (préliminaire), 24 septembre

**Rapport sur l'observation des normes et des codes\***

Suède, 20 septembre

**Fiches techniques \***

- La politique de prêts du FMI, 10 septembre
- Les ressources du FMI, 10 septembre
- Les normes de diffusion des données du FMI, 10 septembre

**Divers**

- Activités financières du FMI, 7 septembre et 14 septembre
- L'incidence de l'allégement prévu dans le cadre de l'initiative PPTE sur le service de la dette extérieure et les dépenses sociales, FMI et IDA, 10 septembre
- Yémen : Analyse de viabilité de la dette extérieure, 19 septembre\*
- Le FMI en action, 20 septembre
- Les ressources financières et la position de liquidité du FMI, 21 septembre
- Revue de la stratégie afférente aux impayés au titre d'obligations financières envers le FMI, 21 septembre
- Le financement du développement, 25 septembre\*
- Quatrième revue des initiatives du FMI en matière de diffusions des données, 27 septembre\*

\*Date d'affichage.

## La libéralisation du commerce peut être bénéfique; de nouvelles initiatives sont-elles envisageables?

L'expansion économique spectaculaire observée dans le monde depuis la seconde guerre mondiale est due, pour partie, à la libéralisation des échanges. Huit cycles de négociations multilatérales — l'Uruguay Round achevé en 1994 compris — ont permis de réduire les barrières commerciales, et les accords régionaux comme l'Union européenne et l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) ont réduit les entraves au commerce. Mais l'échec du lancement du cycle du Millénaire à Seattle en 1999 a-t-il sonné le glas de la libéralisation du commerce? Peut-on s'attendre, par exemple, à un nouvel abaissement des barrières commerciales encore élevées des États-Unis et à la création d'une zone américaine de libre-échange (ZALE)?

D'après deux récentes études de l'Institut d'économie internationale (IIE), *Le chiffrage du coût de la protection en Europe*, de Patrick Messerlin, chercheur associé à l'IIE et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, et *Les perspectives du libre-échange pour les Amériques*, de Jeffrey Schott, chercheur à l'IIE, la poursuite de la libéralisation du commerce aurait des retombées significatives. Les entretiens sur le commerce, qui se sont déroulés à l'IIE le 24 septembre, ont reposé sur les conclusions des deux études et l'exposé de Robert Zoellick, représentant des États-Unis pour les questions commerciales.

### La forteresse Europe?

Après un demi-siècle de libéralisation du commerce, des pans entiers de l'économie européenne restent fortement protégés, selon M. Messerlin. Le démantèlement de ces barrières serait une aubaine pour les consommateurs européens, qui supportent actuellement la charge du protectionnisme estimée à 5-7 % du PIB de l'Union ou l'équivalent du PIB de l'Espagne. Chaque emploi protégé par des barrières commerciales coûte donc 200.000 euros à l'Union européenne.

Pour mesurer le degré réel de protection en place dans la Communauté européenne (CE), l'auteur combine les barrières tarifaires et certaines dispositions d'effet équivalent (barrières non tarifaires) comme les restrictions quantitatives et les mesures antidumping; il attribue une pondération à chaque tarif douanier en fonction de l'importance économique du secteur concerné au lieu d'utiliser une moyenne simple des droits de douane par secteur. Ainsi, le niveau de protection du marché européen est plus élevé qu'on ne l'imagine, malgré un léger fléchissement, de 15 % au début des années 90, à 12 % environ à la fin de la décennie; le secteur agricole est beaucoup plus protégé que le secteur industriel (voir graphique).

L'abaissement des barrières commerciales de l'UE peut-il se poursuivre? Les mesures protectionnistes ont été considérées comme le prix à payer pour atteindre des objectifs tels que l'intégration économique. Mais ces ob-

jectifs étant largement atteints, M. Messerlin a bon espoir que la politique commerciale européenne obéira davantage à des considérations économiques.

### L'après-ALENA?

Si elle est créée, la ZALE sera la plus grande zone de libre-échange au monde. M. Schott analyse les problèmes liés à la mise en place d'une zone de libre-échange des 34 démocraties de l'Hémisphère occidental, qui comptent parmi les plus grandes et les plus petites du monde — par la richesse ou par la taille —, indiquant que «la tâche est titanesque». L'économie américaine est 10 fois plus importante que celle du Brésil — deuxième par la taille dans la zone — et représente presque 100 fois celle des pays d'Amérique centrale et de la Caraïbe réunis.

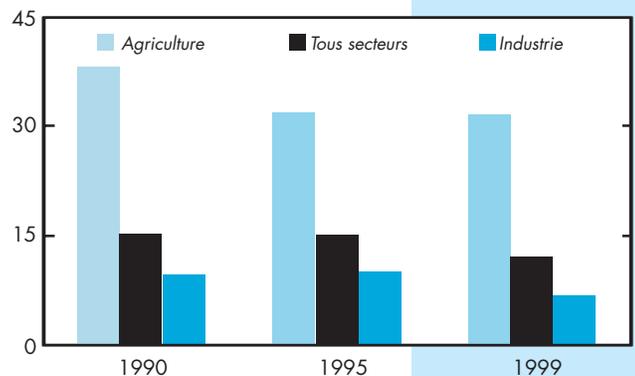
Quels avantages offre une zone de libre-échange pour l'Hémisphère occidental? M. Schott prévoit une forte croissance du commerce des États-Unis avec l'Amérique latine, à condition que le tarif extérieur commun élevé et les nombreuses restrictions en

vigueur dans le Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) soient supprimés. Les échanges États-Unis/Brésil pourraient tripler. Des progrès tangibles vers la mise en place de la ZALE complèteraient aussi les efforts du FMI et d'autres institutions financières internationales pour épauler les économies du Mercosur, Argentine et Brésil en particulier.

Mais ces progrès peuvent-ils être pérennisés? M. Schott signale que, malgré plusieurs crises financières, les pays latino-américains et caribéens ont généralement maintenu le cap des réformes économiques, y compris la libéralisation du commerce. Les difficultés économiques actuelles de la région pourraient retarder cette libéralisation sans pour autant inverser la tendance. Il n'empêche que le «gros lot» pour nombre de candidats potentiels à l'entrée dans la zone sera l'accès au marché des États-Unis, raison pour laquelle il est indispensable que les États-Unis éliminent les barrières qui protègent l'agriculture, la sidérurgie et l'industrie du textile et de l'habillement.

### Communauté européenne : niveau de protection, 1990-99

Pourcentage



Source : Patrick Messerlin, *Chiffrage de la protection en Europe*.

**Les États-Unis aux avant-postes?**

M. Zoellick insiste sur la détermination des États-Unis à favoriser la création de la ZALE et le lancement du nouveau cycle de négociations multilatérales en novembre. «Nous ne nous laisserons pas intimider», a-t-il déclaré, «par les manifestants qui accusent les échanges commerciaux — et l'Amérique — de tous les maux de la terre. Le système qui régit le commerce international a amplement montré — de Séoul à Santiago — qu'il offre une issue à la pauvreté et au désespoir.»

M. Zoellick a ardemment défendu la poursuite de la libéralisation du commerce, signalant le rôle qu'elle joue dans le renforcement de la croissance économique mondiale.

Les accords commerciaux sont essentiels pour les PME qui n'ont pas les ressources nécessaires pour démêler l'écheveau des restrictions commerciales. Les petites entreprises n'ont pas à leur portée «des bataillons de juristes pour sortir du labyrinthe des procédures de certains pays étrangers». De même, les exportations prennent une place prépondérante dans l'activité des PME et vice-versa. Celles-ci réalisent près

de 40 % des exportations des États-Unis vers l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud, et jouent un rôle économique essentiel. Les entreprises exportatrices sont plus productives que celles qui sont tournées vers le marché intérieur, et elles versent des salaires supérieurs en moyenne de 13 à 18 %.

La haute technologie est le plus important secteur des États-Unis en termes d'emplois, de chiffres d'affaires et d'exportations. Il a représenté, l'année dernière, près de 30 % des exportations de produits manufacturés. Un système d'échanges ouvert devrait être aussi la priorité pour les fermiers agricoles américains, parce que «96 % de leurs clients sont étrangers». Ces accords ont déjà un impact notable sur leur activité, les exportations de produits agricoles des États-Unis vers le Mexique ayant doublé depuis l'entrée en vigueur de l'ALENA.

«Le monde entier a les yeux tournés vers l'Amérique, et il est temps d'affirmer notre détermination à favoriser un système d'échanges ouvert», a conclu M. Zoellick. ■

Prakash Loungani  
FMI, Département des relations extérieures

*Économies micro-insulaires . . .*

**Kiribati prend des mesures pour stimuler la croissance et améliorer les conditions de vie**



Chaque village de Kiribati a son «manieba», case traditionnelle qui abrite les réunions où se prennent toutes les décisions concernant la communauté.

**L**a République de Kiribati, micro-État insulaire à revenu intermédiaire (tranche inférieure) du Pacifique est confrontée à des défis physiques et économiques de taille. La politique économique repose sur des valeurs commu-

nautaires, ce qui entraîne l'omniprésence de l'État et une approche graduelle des réformes structurelles. Grâce à sa gestion économique prudente, le pays a réussi à maintenir sa stabilité macroéconomique et accumulé des avoirs extérieurs ces dix dernières années. La lenteur de la croissance n'a pas permis de relever le revenu réel par habitant.

**Généralités**

Peuplée de 85.000 habitants, Kiribati occupe une superficie, essentiellement maritime, égale à l'Europe (voir carte). Les terres émergées représentent 810 km<sup>2</sup>, la zone économique exclusive représente 3,6 millions de km<sup>2</sup>, l'équivalent de l'Inde. Ce ratio mer-terre est l'un des plus élevés au monde. L'archipel de Kiribati, compte 33 îles et s'étend sur 4.000 km de l'est à l'ouest et 2.000 km du nord au sud. Il se compose de petits atolls bas, vulnérables par définition aux changements climatiques et surtout à l'élévation du niveau de la mer.

La situation de Kiribati et l'éparpillement des zones d'habitat ont de lourdes conséquences économiques et administratives. Ses principaux débouchés et les plus proches étant distants de 4.000 km (Hawaï et Australie), le pays se trouve à l'écart des grands circuits commerciaux et financiers. Le développement d'un marché intérieur, même de petite taille, est freiné par les distances qui séparent les communautés et le caractère sporadique des liaisons inter-îles.

La base de production est très étroite. Le climat aride et la pauvreté des sols réduisent le potentiel de développement agricole, coprah excepté. Les ressources marines et le coprah étant les piliers de l'économie, 80 % des foyers tirent leur revenu de la pêche ou du ramassage du coprah. Si Kiribati présente les mêmes caractéristiques structurelles que d'autres petits pays insulaires, la présence du secteur public dans l'activité économique y est très forte. En prenant le PNB au lieu du PIB comme élément de comparaison, les dépenses publiques de Kiribati sont presque le double des autres petites économies insulaires (voir tableau page 324). Les moyens matériels dont disposent les pouvoirs publics et leur position dominante dans l'activité économique freinent les réformes structurelles.

Le produit des licences de pêche et les dons de l'étranger ont financé une part importante des dépenses publiques et le déficit persistant de la balance commerciale (60 % du PIB en moyenne au cours des dix dernières années) et ont permis à Kiribati d'accumuler

d'importantes réserves officielles de change. Ces apports de fonds ont toutefois été irréguliers, tributaires de conditions de pêche changeantes et de la volonté des donateurs. Les réserves de change sont versées au Fonds de réserve et de péréquation des recettes (Revenue Equalization Reserve Fund; voir graphique), ouvert à l'étranger et géré par deux cabinets internationaux de courtage sous le contrôle de l'État. L'accroissement des valeurs réelles par habitant a permis à Kiribati de présenter un niveau de réserves confortable à fin 2000, équivalant à 7 ans d'importations ou 9 fois le PIB.

**Évolution récente et perspectives à court terme**

L'expansion économique des dix dernières années a suivi la croissance démographique sans toutefois permettre d'améliorer les conditions de vie. Les freins à la croissance sont nombreux, liés pour certains à la géographie de Kiribati et pour d'autres à des choix de politique, notamment un secteur public pléthorique et peu efficace, les barrières à l'investissement et le contrôle des prix, facteur de distorsions. Entre 1998 et 2000, la croissance du PIB réel s'est établie à 1/4 de point par an, tandis que le revenu réel par habitant a diminué. Cette situation est due en partie à des facteurs qui échappent au contrôle des pouvoirs publics : les mauvaises conditions engendrées par le phénomène climatique *la Niña*, réduisant le rendement de la pêche; l'effondrement des cours du coprah et la sécheresse qui en a affecté la production. L'expansion du secteur public et la lenteur des réformes structurelles ont aussi amoindri la capacité du pays à absorber les chocs. L'inflation a été maîtrisée en 1999–2000 en raison du fléchissement de l'activité économique et de la résolution des problèmes de transit dans le principal port.

La position extérieure de Kiribati s'est dégradée en 1999–2000. Les exportations de nouveaux produits halieutiques (bêche-de-mer et algues) ont augmenté, mais les exportations traditionnelles ont baissé et les importations ont connu une forte poussée liée à la réalisation de grands projets de bâtiments et travaux publics financés sur ressources internes. Sur la même

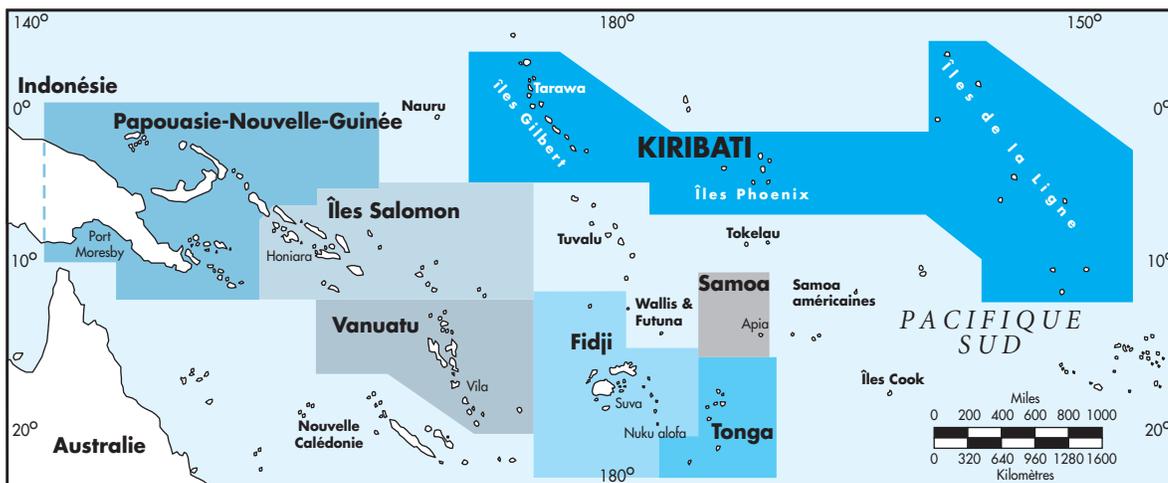
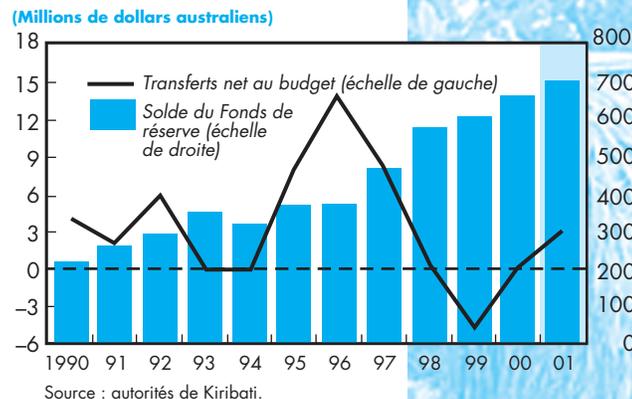
période, le produit des licences de pêche et les dons de l'extérieur ont fortement chuté. L'excédent du solde extérieur courant s'est réduit, le solde global diminuant de moitié entre 1998 et 2000, bien que la dépréciation du dollar australien, qui a cours légal à Kiribati, ait légèrement accru la compétitivité extérieure. La dette extérieure publique est restée faible et à des conditions concessionnelles.

Il n'est pas surprenant que le solde budgétaire de Kiribati se soit dégradé. Le total des recettes et dons a diminué, les dépenses de développement baissant au rythme de la con-

traction de l'aide extérieure. Les dépenses publiques de fonctionnement ont toutefois légèrement augmenté en raison de l'appui aux entreprises publiques et aux producteurs de coprah, et à l'accroissement des achats de biens et de services. Le solde budgétaire global est donc passé d'un excédent de 19 % du PIB en 1998 à un déficit de 7 % du PIB en 2000. L'État a financé son déficit en tirant sur ses dépôts bancaires, sans recourir au RERF.

D'après les projections, la croissance économique devrait rester faible — de l'ordre de 1 1/2 % — en 2001. Les mauvaises conditions de pêche devraient être compensées par l'augmentation des dépenses publiques, l'accroissement des investissements publics liés au démarrage de plusieurs projets financés sur ressources extérieures, la mise en service de nouveaux quais dans le grand port et le redressement de la production de coprah. La position extérieure et le solde budgétaire risquent de fléchir en 2001; le creusement du déficit budgétaire devrait absorber la totalité des dépôts de

**Fonds de réserve et de péréquation des recettes**





Ian S. McDonald  
Rédacteur en chef  
Sara Kane · Sheila Meehan  
Elisa Diehl  
Rédactrices  
Philip Torsani  
Maquettiste/Graphiste

Avec la collaboration de  
Prakash Loungani

**Édition française**

Division française  
Services linguistiques  
Desiré Ahouanmènou  
Traduction  
Catherine Helwig  
Corrections & PAO

Le *Bulletin du FMI* (ISSN 0250-7412) est publié également en anglais (*IMF Survey*) et en espagnol (*Boletín del FMI*). Aux 23 numéros qui paraissent chaque année s'ajoutent un supplément annuel consacré au FMI ainsi qu'un index annuel. Les opinions et les informations contenues dans le *Bulletin* ne représentent pas nécessairement la position officielle du FMI, de même que les cartes publiées, qui sont extraites de l'Atlas mondial du *National Geographic* (sixième édition). Les articles du *Bulletin* peuvent être reproduits à condition que la source soit citée. Le courrier à la rédaction doit être adressé à Current Publications Division, Room IS7-1100, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou par messagerie électronique à [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org). Téléphone : (202) 623-8585. Expédition par courrier première classe pour le Canada, les États-Unis et le Mexique et par avion pour les autres pays. Le tarif annuel de l'abonnement est de 79 dollars E.U. pour les entreprises et les particuliers. Les demandes d'abonnement doivent être adressées à Publication Services, Box X2001, IMF, Washington, DC 20431 (U.S.A.). Téléphone : (202) 623-7430. Fax : (202) 623-7201. E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org).

l'État et entraîner le premier tirage sur le RERF depuis 1997. Le solde de la balance des paiements devrait être déficitaire pour la première fois en 7 ans.

**Défis en perspective**

La politique économique de Kiribati obéit à une démarche communautaire qui privilégie la cohésion sociale par rapport à l'individualisme et à la «mêlée» qui caractérisent l'économie de marché. Cette orientation politique rend l'investissement, l'emploi et la prestation des services d'utilité publique fortement tributaires de l'État et exige une large consultation dans le processus de décision. Cette démarche a permis de créer un environnement macroéconomique stable et de constituer de robustes avoirs extérieurs, mais elle n'a pas généré une croissance forte ni l'amélioration des conditions de vie. Si le niveau élevé des réserves de change met Kiribati temporairement à l'abri des chocs extérieurs, les autorités ne peuvent sous-estimer l'urgence des réformes.

La dégradation du solde budgétaire et de la position extérieure observée en 1999-2000 souligne combien il importe d'assainir le budget et de développer les ressources humaines. La stratégie triennale de développement national adoptée par les autorités en octobre 2000 constitue un cadre adéquat de mise en oeuvre d'une croissance tirée par le secteur privé. Il est indispensable de réduire les dépenses de fonctionnement et d'accroître l'efficacité pour compenser la baisse des dons de l'étranger et rétablir un solde budgétaire viable. La réforme de la fonction publique et la réduction des subventions et prêts nets aux entreprises publiques et aux producteurs de coprah sont essentielles. La réduction de ces dépenses permettrait d'abaisser les impôts et donc de stimuler l'initiative privée. Cela permettrait aussi d'envisager des dépenses complémentaires d'éducation, de santé et de protection de l'environnement. L'amélioration de l'efficacité des dépenses sociales s'impose toutefois, l'augmentation des dépenses devant aller à la mise en valeur des ressources humaines.

La restructuration et la privatisation des entreprises publiques doivent figurer au premier plan des réformes. Des entreprises publiques déficitaires sont une charge pour le budget de l'État, faussent la concurrence et entraînent une mauvaise affectation des ressources limitées. Ces entreprises doivent être soumises à des contraintes budgétaires draconiennes ou être privatisées, et les autorités doivent éviter d'engager de nouvelles activités commerciales qui auraient pour effet d'accroître l'emprise du secteur public déjà dominant. La cession des parts de l'État dans une grande entreprise du bâtiment constitue un bon point de départ.

**Principaux indicateurs économiques des petites économies insulaires, 1990-2000**

(Moyennes)

	Kiribati	Pacifique <sup>1</sup>	Caraiïbe <sup>2</sup>
<b>Comptes nationaux</b> (Unités indiquées)			
PNB nominal (millions de dollars EU)	74,1	415,9	934,0
IPC (pourcentage de variation)	3,2	4,7	2,6
<b>Finances publiques</b> (Pourcentage du PNB)			
Recettes	59,1	39,8	20,5
Impôts	13,8	17,1	15,4
Recettes non fiscales	22,9	7,0	3,9
Dons	22,5	15,6	1,3
Dépenses	61,5	40,9	17,5
<b>Secteur extérieur</b>			
Solde des transactions courantes	3,8	-2,6	-11,7
Exportations de biens	7,2	16,7	28,4
Importations de biens	-44,9	-16,8	-51,6
Produits des services	5,8	20,6	40,8
Paiements au titre des services	-2,1	-19,4	-24,8
Réserves internationales brutes	383,1	20,5	11,3

Note : Toutes les données ne sont pas disponibles pour tous les pays chaque année.  
<sup>1</sup>États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Samoa, Tonga et Vanuatu.  
<sup>2</sup>Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Dominique, Grenade, St.-Kitts-et-Nevis, Ste.-Lucie et St.-Vincent-et-les-Grenadines.

Sources : autorités de Kiribati et estimations des services du FMI.

La suppression des barrières à l'investissement étranger constitue aussi un facteur de stimulation essentiel du secteur privé et du crédit. Compte tenu de la rareté des capitaux et des moyens technologiques locaux, l'abaissement de ces barrières est indispensable pour favoriser les investissements étrangers. Il convient également que les autorités envisagent des solutions novatrices pour assouplir les restrictions imposées à la propriété foncière des non-résidents, ces restrictions ayant pour effet de décourager l'investissement et de freiner le crédit. Pour améliorer l'efficacité de l'économie, les tarifs douaniers prohibitifs devraient être remplacés par une fiscalité intérieure indirecte simplifiée, en marge d'une réduction progressive du contrôle des prix et des marges bénéficiaires.

À plus long terme, l'archipel de Kiribati et son immense zone économique offrent un potentiel de croissance par le tourisme, l'amélioration des rendements de la pêche et de l'exploitation des fonds marins, à condition de disposer d'investissements suffisants. Malgré les contraintes de sa géographie physique, les robustes institutions démocratiques de Kiribati, la relative stabilité de son économie et son potentiel prometteur peuvent contribuer à placer ce pays sur la voie du développement durable si les réformes budgétaires et structurelles sont mise en oeuvre avec détermination et en temps opportun. ■

Mario de Zamaróczy  
FMI, Département Asie-Pacifique

Le Conseil d'administration du FMI a conclu les consultations de 2001 au titre de l'article IV avec Kiribati le 25 juin 2001. Le rapport établi par les services du FMI est affiché sur le site [www.imf.org](http://www.imf.org), sous Kiribati.